

Minimum vital :
18 MOIS
en attendant mieux

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 239
VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

M. PLEVEN
nous avertit

FACE A LA GUERRE QUI VIENT

Quel camp choisissons-nous ? — Le nôtre

Le discours prononcé par M. Plevén à Strasbourg est net. Nous sommes maintenant fixés quant aux mesures qui vont être prises sous prétexte de défendre la paix et la liberté. Emballant le pas à l'Angleterre, aux U.S.A., à la Belgique, au Luxembourg (1), le gouvernement va promouvoir une politique de réarmement à outrance, d'encasernement et de sacrifices dont les couches laborieuses sont appelées à faire les frais pour le plus grand bénéfice des marchands de canons.

Dix-huit mois de service, dix-huit mois d'abrutissement pour les jeunes, voilà la première disposition, base de toute la politique de coercition que l'on prépare, voilà le symbole de cette « union sacrée » que note « Premier » n'a pas manqué d'évoquer. Et, corollaires indispensables, l'augmentation des impôts, la hausse du coût de la vie, la répression décuplée contre toute velléité de grève, de protestation formeront un tissu d'entraves parfaitement liberticides.

Nous n'avons plus d'illusions à entretenir : Plevén l'a dit : « Nous emploierons tous les moyens que nous donnent les lois pour mettre à la raison les cinquante millions ». Ce pluriel est plus éloquent que le discours en son entier. Tous ceux qui refusent de courber l'échine, libertaires, socialistes non-conformistes, pacifistes, travailleurs en lutte pour leurs salaires seront déclarés communistes et combattus comme tels.

Le capitalisme, exploitant les menaces de guerre a ordonné à son gouvernement de prendre des mesures dont le développement logique ne peut qu'aboutir à l'encasernement des travailleurs et à l'écartement du ralentissement de la production. L'économie de paix fait place à l'économie de guerre. Plevén ne l'a pas caché : « Nous nous servirons du programme de réarmement pour pousser la production dans les branches d'activité tombées au-dessous de leur potentiel... Nous veillerons spécialement à ce que les moyennes et petites entreprises de province jouent leur rôle dans cet effort de réarmement ». L'aveu est de taille et se passe de tout commentaire. Les patriotes peuvent se réjouir : le minimum vital pour 40 heures est de 13.500 francs, mais les dividendes vont se gonfler.

DEVANT une telle situation le refus passif, la position « au-dessus de la mêlée » n'est pas soutenable. La guerre sociale à mains nues est ouverte, elle se prolongera, elle devra se prolonger par la guerre sociale armée. A ceux qui nous disent : « En refusant de défendre la démocratie nous faites le jeu des stalinien, vos pires ennemis », nous répondons : Notre ennemi est notre maître, nous refusons de l'enrichir, de fortifier sa puissance. Nous savons que, profitant de notre faiblesse, il se verra vite à notre égard aussi dur, aussi impitoyable que notre maître de demain, le stalinien. Entre le premier et le second nous n'avons pas à choisir. Et d'autant plus que tout ce que la démocratie — ou ce qui en restera — pourra faire, ne servira à rien si l'armée rouge se met en marche. Et nous refusons de faire, justement, le jeu des stalinien en acceptant d'être classés dans les fichiers de l'Etat-major. Nous entendons demeurer libres et de déterminer nous-mêmes notre destin.

On veut nous faire croire que la défense de la liberté doit s'accompagner de mesures liberticides, que ceux qui entretiennent la misère parmi des millions de travailleurs sont seuls qualifiés pour défendre le peuple et que l'encasernement, l'obéissance passive sont les garants de la dignité.

Nous répondons que la liberté du peuple ne saurait être défendue que par le peuple lui-même. Que la dignité consiste à choisir entre la caserne et la lutte clandestine, entre la soumission et la révolte. Que la lâcheté consiste à rejoindre le troupeau de moutons de M. Queuille. Que la préparation de la guerre a toujours provoqué la guerre. Mais que la préparation de la Révolution sociale peut seule amener la paix et préserver la liberté des attachements douteux de tous ces individus qui parlent dignité et union sacrée cependant qu'ils étouffent le scandale des Stavisky d'Arras.

Le service militaire porté à dix-huit mois est encore une ignominie inutile portée au passif du gouvernement. Si la guerre éclate, les peuples, dans leurs maquis, devront se charger de la transformer en Révolution. C'est la seule espérance que possède l'humanité. Tout le reste n'est que mensonge, sophisme et lâcheté.

Par la nouvelle formulation, nous voulons préciser, et nous y revenons encore aujourd'hui, que dans la lutte à mener contre l'ennemi n° 1 de l'impérialisme, il fallait tenir compte du fait que les anarchistes pouvaient se trouver, par la force des choses, du même côté de la barricade qu'un ennemi n° 2, sans passer pour cela une alliance avec lui, sans choisir son camp.

Il s'agissait au contraire de continuer à servir notre cause, en tenant compte de l'intérêt que l'ennemi n° 2 pourrait alors avoir à nous ménager, et non de se mettre à servir une cause étrangère.

C'est ce qui se produit déjà dans une grève lorsque nos militants sont contre le patronat, aux côtés des Staliniens, sans pour autant approuver leurs mobiles et même en les dénonçant, c'est ce qui se produit lorsque nous donnons un coup de main à des socialistes ou à des trotskistes en but au fanatisme totalitaire des Staliniens, tout en condamnant les moyens et les buts de ceux avec lesquels nous nous solidarisons.

Quelques amis (si peu nombreux soient-ils, leur position mérite d'être discutée), pour n'avoir pas sans doute examiné tous les développements et toute la richesse de cette position, dont l'apparente complexité n'est que le reflet de la complexité des problèmes à résoudre, quelques amis dont préfèrent le choix, le choix d'un camp qui n'est pas, qui ne peut pas être le nôtre. Les uns suivent Louzon qui choisit les U.S.A., d'autres, pour leur faire pendant, sont prêts à soutenir les entreprises stalinien parce que le peuple est avec Staline (ce qui est à prouver). Les uns et les autres sont sincères, ils ne pensent qu'à bien servir la cause, mais ils estiment impossible d'éviter une tactique de choix, tout en estimant que le camp choisi est loin d'être sympathique.

Or, s'il y a une tactique, c'en est une fort mauvaise, fort dangereuse. Car il faut voir à quoi elle entraîne. Prenons le cas du choix U.S.A.

Il est intenable. Car si ce choix n'est pas un simple contentement de l'esprit, s'il vise à l'efficacité, il doit conduire à l'acceptation des plans militaires des U.S.A. ou de l'Europe des Généraux, c'est-à-dire non seulement à abandonner l'idée de formations de lutte autonomes, mais à recommander à tous le maximum de préparation militaire, à accepter la conscription et l'embrigadement — c'est-à-dire l'annulation de la suppression — et à accepter aussi, puisqu'il s'agit moins que jamais de révolution, l'augmentation du rendement, la diminution du niveau de vie ouvrière au profit des budgets militaires. Les partisans du choix ne voient pas qu'ils vont être conduits à se renier peu à peu.

La bataille de l'Enseignement

LÉGION D'HONNEUR

Le Libéraire s'est employé, à maintes reprises, à informer ses lecteurs de la sollicitude avec laquelle « notre » ministre de l'Education Nationale, M. P.-O. Lapie et « notre » secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et au Sport, s'étaient penchés sur la situation catastrophique de l'enseignement en France et dans l'Union Française. Mais il est maintenant prouvé que ces Messieurs ne se préoccupent pas uniquement de l'éducation de la jeunesse : ils se sont montrés également soucieux de s'acquitter de la dette que le gouvernement a contractée envers ses fidèles et loyaux serviteurs. Le « Journal officiel » du 29 août nous apprend en effet, qu'un nombre impressionnant de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur vient d'être effectué au titre du Ministère de l'Education Nationale, et à celui du Secrétariat d'Etat de M. Morice.

Quand on connaît les multiples tracasseries et les brimades de tous ordres que subissent de nombreux membres du corps enseignant de la part de leurs supérieurs hiérarchiques, on se rend compte de toute la constance, de toute l'abnégation, de tout le dévouement et de toute la fidélité aux institutions républicaines, consenties par ces chevaliers, appelés aujourd'hui aux plus hautes dignités du pays. Il ne sera certes pas dit que l'Etat Français n'aura pas su récompenser ceux qui se sont dévoués pour le servir. Et quel est le Français assez irrespectueux pour mettre en doute la valeur de ces nouveaux chevaliers et officiers, parmi lesquels on cite un Gavriel Pierre, délégué au comité du tourisme en Dauphiné, un capitaine Charles, président fondateur de la Fédération Française de Camping, sans parler évidemment d'un éducateur tel que M. le chevalier Pierre Zecchini, délégué de l'Union des Sociétés d'Education Physique et de Préparation Militaire, ou d'un journaliste sportif tel que Pierre

CE n'est évidemment pas par hasard que nous avons dû préciser notre position depuis quelque temps. Et si notre formule « Ni Staline, ni Truman » a pris dans l'article « Que faire ? » la forme la plus précise : — Contre Staline, sans être pour Truman, — Contre Truman, sans être pour Staline (1), c'est que, sous la pression des événements, notre attitude théorique devait, pour rester valable, s'insérer dans une réalité bien définie.

peu, à collaborer à l'anéantissement progressif de ce qui reste de la conscience ouvrière révolutionnaire. Ils ne feront pas mieux que les S.F.I.O. qui, tout en poursuivant leur politique de défiance et de dénigrement des fonctionnaires et ministres aujourd'hui, acceptant un salaire minimum dérisoire parce qu'il faut réarmer ! Et pour quel résultat ? La victoire problématique d'un impérialisme, et dans le cas de cette victoire, une oppression voisine de celle qui est vaincue, une organisation sociale totalitaire et la Révolution reportée à jamais.

Nous en disons autant des habiles qui croient possible de proclamer leur indépendance ou de se retirer dans leur purté après avoir aidé telle bureaucratie stalinienne à conquérir le pouvoir.

Les partisans du choix oublient les faiblesses internes des deux systèmes, les possibilités de lutte, ils sous-estiment l'importance des résistances des occupés et des satellites plus ou moins bien en main, ils ne tiennent pas compte de cette possibilité, presque de cette probabilité d'une guerre longue, très longue, d'usure, de déliquescence des pouvoirs, et des possibilités, alors, de transformation sociale. Choisir, c'est

supposer que la guerre se passera d'une certaine façon malgré les engins les plus perfectionnés, selon la tradition en quel que sorte. La dernière pourtant a déjà montré que ses développements ne pouvaient être prévus, que tous les retournements d'alliance et de régimes étaient possibles. Et qui oserait encore aujourd'hui désigner un vainqueur alors que les « Alliés » se déchirent et que l'Allemagne se relève ? On pouvait être dans les maquis entre 39 et 45, contre Hitler. Mais choisir les buts des armées « démocratiques » était une erreur. On le comprend aujourd'hui. Gardons-nous donc d'un choix de politique à courte vue.

Certes, la guerre de Corée a bouleversé bien des théories et il est hors de doute que les Coréens conquis par le Nord sont en train de faire l'apprentissage de l'ennemi n° 1. Mais qui ne sait que les Coréens du Sud, dont les U.S.A. se moquent, seront demain, si besoin est, livrés à Staline pour prix d'un arrangement, fût-il très provisoire ? Déjà ne lui avait-on pas abandonné ceux qui vivaient au-dessus du 38° parallèle ?

Quand on sait combien la liberté et la justice importent peu aux hypocrites de la Maison-Blanche, il est permis de

se sentir un petit frisson avant de choisir.

En dernière analyse, sur notre position de 3° force (nous pouvons la reprendre aujourd'hui alors que les « Européens » sont devenus pro-U.S.A. comme nous le prévoyions), sur cette formule dont nous pouvons pour l'instant, prendre surtout le premier point « contre Staline, sans être pour Truman », notre combat, en s'organisant d'avantage chaque jour, doit rassembler la totalité de nos amis et préserver l'autonomie de nos forces. Qu'apporte de plus, par exemple, la position Louzon qui paraît si réaliste à certains ? La démission.

Nous savons bien que notre formule nous interdit les alliances, qu'elle peut nous apporter au plus des appuis passagers fondés sur le besoin qu'on peut avoir de nous ? mais ne savons-nous pas parfaitement, de toujours, que Staliniens et pro-Américains ne nous apporteraient jamais autre chose ?

Parce que nous restons ce que nous sommes, parce que nous sommes des révolutionnaires, parce que prêts au sacrifice nous ne ferons de sacrifices que pour notre cause, nous devons être assurés à l'avance de la haine des pouvoirs et tout ce que nous pouvons at-

tendre des uns ou des autres, c'est une tolérance calculée sur notre force contre l'ennemi commun du moment.

Le sachant, nous devons plus fermement que jamais combattre uniquement sur nos positions, pour le Communisme libertaire. C'est en faisant cela que nous aurons l'estime des autres et que l'aide nous viendra. D'abord de tous les hommes qui plus ou moins confusément sentent que le seul espoir est celui de notre lutte de 3° front, et ces hommes qui sont peut-être aujourd'hui la majorité en Europe seront la majorité, après quelques mois de guerre, dans le monde : quelle moisson de révolutionnaires en Allemagne, en France, en Asie ! Ensuite, de ceux qui apprécieront ce que représente contre l'ennemi n° 1 du moment quelques dizaines de milliers d'hommes résolus à se battre pour leurs idées et non pour la peur.

FONTAINE.
(1) Voir Libéraire n° 236, page 1.

tendre des uns ou des autres, c'est une tolérance calculée sur notre force contre l'ennemi commun du moment.

Le sachant, nous devons plus fermement que jamais combattre uniquement sur nos positions, pour le Communisme libertaire. C'est en faisant cela que nous aurons l'estime des autres et que l'aide nous viendra. D'abord de tous les hommes qui plus ou moins confusément sentent que le seul espoir est celui de notre lutte de 3° front, et ces hommes qui sont peut-être aujourd'hui la majorité en Europe seront la majorité, après quelques mois de guerre, dans le monde : quelle moisson de révolutionnaires en Allemagne, en France, en Asie ! Ensuite, de ceux qui apprécieront ce que représente contre l'ennemi n° 1 du moment quelques dizaines de milliers d'hommes résolus à se battre pour leurs idées et non pour la peur.

FONTAINE.
(1) Voir Libéraire n° 236, page 1.

DE STAVISKY A L'AFFAIRE D'ARRAS

La tradition est renouée

A PEINE le scandale des généraux et du trafic des piastres organisé autour et avec S. M. (sic) Bao Dai est-il étouffé, qu'ailleurs éclate une affaire dont les extérieurs mystérieux et rocambolesques sont créés pour dissimuler la complicité des personnages les plus connus de la IV^e décomposition.

Pour étayer cette accusation, nous sommes, comme nos confrères de la presse quotidienne, démunis de preuves. Mais, devant les faits que nous connaissons, est-il besoin de parler au conditionnel ?

A Arras, le 28 août, un magistrat, M. Delattre, saisi par une crise nerveuse, se jette par la fenêtre, s'enfuit chez un de ses amis, M. Debailleul. Il lui confie que de hautes personnalités politiques ont en cause dans l'affaire des 100 millions, qu'on le menace, qu'on veut l'empoisonner, etc...

Or, les noms de ces « hautes » personnalités ont été communiqués par M. Debailleul au parquet de Douai. Depuis, silence. Le magistrat a été enfermé, d'aucuns disent emprisonné, dans un établissement psychiatrique. Mais il n'est pas fou. Tous les médecins sont du même avis et dès le premier jour ont fait savoir qu'un court repos suffirait à son rétablissement. Il n'y a aucune raison pour que, aujourd'hui encore, ce juge soit maintenu, disons-le, au cabanon. Il s'agit, à n'en pas douter, d'une véritable séquestration exécutée sur l'ordre de la place Beauvau. Le mot n'est pas trop fort. Il est en effet impossible à M. Delattre de communiquer avec les journalistes (FAIT SANS PRECEDENT) et, selon toute apparence, de sortir, de circuler librement. Mais il y a mieux. Sa femme et son frère qui seuls purent l'approcher, depuis quelques jours ont changé d'attitude. M. Delattre a disparu, le frère se livre à des déclarations embarrassées, réticentes, on dirait que les pressions, exercées ont un tel pouvoir que maintenant le juge et ses proches ont eux aussi un bœuf sur la langue.

Entre cette crapuleuse affaire et celle de Stavisky, la tradition est renouée. Fait curieux, on y retrouve des similitudes, les bons d'Arras s'identifient à ceux de Bayonne aussitôt qu'il s'agit de la corruption de la III^e s'identifiant à celle de la IV^e. On a même l'impression que l'étrange mort « accidentelle » du conseiller Prince, que le « suicide » non moins étrange de Stavisky doivent incliner le juge Delattre à se pencher sérieusement sur les « conseils de prudence » que l'on doit lui prodiguer en haut lieu. Sinon comment expliquer le mutisme volontaire ou non qu'il observe, comment expliquer également que M. Debailleul, n'ait pas communiqué à la presse les noms révélés par un juge affolé d'avoir sans doute découvert un abîme de corruption où se vautrent les hommes les plus représentatifs du régime ?

Mais encore comment s'expliquer que les hommes qui représentent ce régime puissent être honnêtes ? Autant vouloir découvrir une virginité dans un... couvent.

A. LAGIER.

L'avènement du fascisme américain

LA presse communiste est habituée à manier plus volontiers l'injure que l'argument, et l'hystérie que le raisonnement. Je ne renouvellerai pas l'ordre en citant certains articles de l'« Humanité » ou certain papier des « Lettres Françaises ». Mais voilà l'inconvénient de la méthode : on a tellement proclamé que Truman était un super-Hitler, qu'à l'heure où les U.S.A. semblent réellement opter pour le Fascisme, le redoublement de l'hystérie communiste s'écoule au milieu de l'impassibilité d'un public blasé.

En fait, le problème n'est pas de savoir

si M. Truman est « un marchand de bretelles en faillite », M. Schuman « un Boche », et si les Américains des U.S.A. « n'ont même pas de dénomination nationale spécifique ». Le problème est ailleurs que dans cette imagerie à la Julien Streicher, antisémite nazi n° 1, destinée à canaliser le ressentiment populaire sur des symboles affectifs selon des méthodes totalitaires d'abrutissement qui ont fait leurs preuves.

La vraie question, c'est que la guerre de Corée a servi au gouvernement américain d'un excellent prétexte pour renforcer la puissance de l'Etat sur le politique, l'économique et le social du « pays de la liberté ». Quelle meilleure atmosphère pour cette évolution vers le Fascisme que la psychose créée par les « défaites » de Corée : le sang humain, comme toujours, sert de ciment pour le raidissement de la domination du Chef de l'Etat sur le pays. Quelques chars lourds nord-coréens (lire : soviétiques) en écrasant quelques soldats américains dérisoirement équipés, auront fait plus pour l'abolition en cours de la « Démocratie américaine », que ne l'eût pu n'importe quelle mesure de Truman au milieu de la défunte « guerre froide ».

Car, souvenons-nous : ce n'était pas la volonté d'élargir ses pouvoirs qui manquait à la Maison Blanche. Malheureusement pour elle, le Sénat (lire : le grand capital) ne l'entendait pas de cette oreille. L'ultra-réactionnaire sénateur raciste Taft déclarait il y a un an : « Le président Truman aspire à la dictature ! », et il y avait bien des requins de la politique à le hurler avec lui. Mais, maintenant, les requins se taisent. Car

peut-on refuser au chef d'un Etat en péril (toujours à cause des quelques chars lourds) les pouvoirs qu'il exige, sans risquer de perdre l'influence politique et l'assiette à beurre ? Si l'on ajoute qu'il y a des bénéfices de guerre en perspective, et la menace de surproduction écartée, on comprend pourquoi commerce et industrie s'inclinent d'avance devant le dirigisme trumanien.

Cette combinaison avait d'autant plus de chances de réussir que la psychose de défaite s'installait dans la population. Et il faut avouer que l'on n'a rien négligé... pour être battus ! Les trois premiers jours de l'invasion de la Corée du Sud, Truman ne lève pas même le petit doigt. Sans doute le remariage d'une quelconque vamp l'eût-il davantage ému que cet « incident ». Et cette inactivité est d'autant plus significative que tout avait jusqu'à présent tendu à faire comprendre aux Russes qu'ils avaient les mains libres en Corée, que les U.S.A. ne bougeraient pas. C'est ainsi que Arthur Krock, rédacteur au « New-York Times », a pu faire état le 29 juin de déclarations au Sénat américain de Taft, reprochant à Acheson d'avoir laissé entendre que les U.S.A. considéraient l'Europe comme sans importance stratégique, et qu'ils étaient prêts à reconnaître le gouvernement communiste chinois. De la sorte, les Nord-Coréens (ou plutôt Moscou) étaient moralement autorisés par Washington à lancer leurs troupes sur le sud de la péninsule, d'autant plus abandonné par les U.S.A. que ceux-ci ne lui avaient laissé que les armements nécessaires à la « sécurité intérieure ».

Au bout de ces trois jours de sommeil, le Département d'Etat américain, alerté par des rapports diplomatiques arrivant du monde entier, se rend compte de la gaffe monumentale qu'il vient de commettre. S'il s'obstine à ne pas intervenir, c'est la mort de l'influence américaine sur l'opinion publique de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Europe Occidentale et des régions non-communistes de l'Extrême-Orient. Car, désormais, ces pays tendraient pour assuré qu'il n'y a plus à compter sur l'aide de Washington contre Moscou, et que l'Amérique abandonne ses alliés. D'où renforcement de la position communiste. Par exemple.

(Suite page 2, col. 1.)

Vive la liberté

Toute la clique gouvernementale n'est pas en vacances, tant s'en faut. Les moins inoffensifs ne sont pas là, mais vous connaissez tous le Moch des Armées et le Queuille de l'Intérieur. Et bien, ils sont restés à Paris, entre deux « week-end » politiques, ils s'agitent, se remuent. Et tous deux se remémorent les « beaux » mois, les « belles » phrases qu'ils prononcent, lors des dimanches politiques, devant la foule des P., C., et tâchent de la plus possible de réformer le vocabulaire à leur manière, la manière du caméléon politique. Pour tout exemple, voici quelques mots prononcés par ces grammairiens : Paix = guerre ; Liberté = prison ; Pain = misère ; Beauté = laideur ; Economie = 2.000 milliards pour la guerre ; Démocratie = Dictature camouflée ; Liberté de la presse = censure ou saisie, etc. Ainsi nous venons vous prouver qu'ils ne ménagent pas leurs efforts. Nous venons d'apprendre que J.-B.

Moreau vient de réintégrer la cellule de la prison militaire, pour avoir refusé une nième fois la livrée des tueries patriotiques. C'est le dernier fait marquant du Moch S.F.I.O.

Mais le Queuille est jaloux, et ce radsoe, fourrier du fascisme, vient de saisir le journal L'Algérie Libre. Ce journal y est habitué, car le Moch s'était permis pas mal de fois de le saisir aussi.

Vous ne connaissez pas L'Algérie Libre ? C'est le journal du « Mouvement pour le TRIOMPHE DES LIBERTES, DEMOCRATIQUES » en Algérie.

Puisque l'on vous dit que nous sommes en pleine démocratie. Peut-être qu'un jour le peuple, réveillé de son ataxie, les enviera, tous ministres et tutti quanti, vers d'éternelles vacances.

La Liberté se meurt. Vive la Liberté !

J. TREBOR.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemou, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e
C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

La F. A., les revendications ouvrières et la lutte antistalinienne

La position actuelle des ministres S.F.I.O. acceptant l'aviation de la condition ouvrière pour permettre un réarmement forcé contre la possible invasion stalinienne peut paraître d'une rigoureuse logique. Elle l'est, en effet, à partir du moment où l'on admet que la défense contre Staline réside dans l'armement de divisions nombreuses et coûteuses ; 2° que l'on ne peut armer qu'en rognant sur les salaires.

C'est donc une attitude logique pour des S.F.I.O. ministres acceptant les deux conditions ci-dessus depuis qu'ils ont abandonné leurs positions révolutionnaires.

Notons, en passant, la curieuse volte-face de ces « socialistes » provoquant la chute d'un gouvernement parce que ce gouvernement résistait aux revendications des fonctionnaires, et aujourd'hui, soutiens d'un gouvernement anti-ouvrier. Il est permis de se demander si la première attitude était due seulement au souci de trouver des électeurs, ou si la seconde est due à l'illumination de la guerre de Corée, le danger stalinien n'existant pas sans doute il y a quatre mois !

Mais il est plus intéressant de savoir comment la Fédération Anarchiste peut concilier la défense du niveau de vie des travailleurs et le combat contre le danger totalitaire de l'Est.

C'est que, pour les Anarchistes, le problème ne se pose pas en termes de Défense Nationale ou de soutien du régime.

Nous savons que la surenchère démagogique des Staliniens ne tiendrait pas devant une classe ouvrière lucide, mais cette lucidité demande d'abord un moindre souci du bifteck quotidien. Il ne s'agit pas, pour nous, de nourrir les travailleurs pour qu'ils deviennent de bons et loyaux sujets et soldats du capitalisme. Il s'agit d'exiger pour tous une vie plus décente qui permette, un instant au moins, de penser, de refuser l'excitation stalinienne, mais d'accéder à une véritable volonté révolutionnaire. C'est ainsi qu'on fait un barrage au stalinisme dont la puissance dans les classes ouvrières est plus dangereuse encore que la puissance militaire. Et Staline serait beaucoup moins porté à envoyer ses missionnaires bottés dans un pays dont la classe ouvrière jouit d'un niveau élevé et d'une haute conscience que dans un pays armé mais dont les travailleurs attendent l'armée rouge libératrice !

Après tout, M. Jules Moch s'est peut-être fait ce raisonnement, encore qu'il soit beaucoup plus sensible à ses souvenirs de polytechnicien qu'à ceux de son passé socialiste. C'est pourquoi sans doute, ne voulant pas bouleverser le régime pourri qui l'emploie, il a préféré se livrer à une opération arithmétique : diminuer la part des salaires dans le revenu national, et nous pourrions augmenter la part de l'armée.

L'on aura ainsi bientôt un pays anémié incapable de porter l'armure trop lourde qu'on lui aura forgée.

Pour nos militants, le problème est tout autre : il s'agit en appuyant les revendications ouvrières, et tout en montrant aux ouvriers la limite de leur portée, de mener le combat pour une conscience révolutionnaire, donc contre le stalinisme. Sans s'inquiéter de l'équilibre du budget !

Ce ne sont pas les travailleurs qui doivent endosser la responsabilité de la courbe ou du conservatisme des ministres. Si ceux-ci tiennent à avoir une armée puissante, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais.

Ils ont leur lutte, à eux, à mener. Que MM. Plevin et J. Moch en tiennent compte s'ils le veulent. Mais la classe ouvrière, dans son combat contre la misère et le totalitarisme, n'a pas à s'aligner sur les piètres projets et sur les conceptions rétrogrades d'antistalinistes réactionnaires.

GEORGES.

"FRANC-TIREUR" ET LA CLASSE OUVRIÈRE

LES naifs qui croyaient encore en l'attachement de *Franc-Tireur* à la cause ouvrière ont dû perdre leurs dernières illusions en découvrant le 31 août dans sa rubrique « L'Actualité Sociale » un article anonyme à la « gloire » des « Jeunes Patrons de France ».

Brandissant l'étendard de la collaboration de classe le rédacteur nous vante : « Ces 2.500 chefs d'entreprises, dynamiques, qui travaillent avec bonheur à jeter un pont entre patrons et ouvriers... »

Ce pont aurait une arche qui serait sans nul doute l'arche de Noé des capitalistes.

En effet le « Centre des Jeunes Patrons de France » ne fait que mettre en pratique les principes du vieux requin Schweller.

Celui-ci avait imaginé, le premier, la survie du capitalisme par l'accroissement de la production, en enchaînant les ouvriers à celle-ci au moyen du « salaire proportionnel ».

L'effort à fournir incombant uniquement aux ouvriers, bien entendu.

Ce système se distingue des autres formes de collaboration « Capital-Travail » en ce que le salaire y est proportionnel non aux bénéfices, mais à la production.

Ces différents modes de replâtrage du capitalisme n'ayant qu'un but : faire baisser les prix de revient en intensifiant la production pour un même nombre d'heures de travail.

Ce but le capital cherche à l'atteindre par deux moyens :

- Par le capitalisme traditionnel ;
- Par la contrainte :
 - Accroissement des cadences ;
 - Primes au rendement ou à la « productivité » ;
 - Chronométrage, etc...

et pour ce faire morcelle la classe ouvrière en une multitude de catégories, faisant appliquer sa volonté à tous les échelons grâce à une superhiérarchisation des salaires.

C'est le mode le plus couramment employé notamment dans les grandes entreprises.

Toutefois il présente une difficulté pour le patronat : celle d'avoir à

se heurter à une classe ouvrière revendicatrice (pas assez à notre gré) parce que consciente de son joug.

Le second moyen, c'est celui que tentent d'appliquer ces « Jeunes Patrons » si chers à *Franc-Tireur*. Bien que très peu répandus (2.500 petites et moyennes entreprises) il représente un danger réel pour la classe ouvrière.

Le but restant le même : revitaliser un capitalisme moribond.

A l'instar du patronat traditionnel les Jeunes Patrons cherchent à s'attacher l'ouvrier par tous les moyens, mais sans qu'il sente son joug, à la manière hypocrite : en disant association là où il n'y a que surexploitation, en lui ouvrant des droits de regards sur une comptabilité factice (pour donner à l'ouvrier l'impression d'être pour quelque chose dans la gestion de l'entreprise) en réduisant l'éventail hiérarchique des salaires, en allant même comme cela se voit dans un très petit nombre d'usines de ce type, jusqu'à supprimer l'obligation du pointage. (Ceci sans parler des douches en faïence, des ronds de serviette à la cantine et du quart de « coco » ou de menthe à 4 heures les jours d'été...)

Le climat psychologique ainsi artificiellement créé, les « Jeunes Patrons » y ajoutent un petit avantage pécuniaire afin que l'ouvrier se sente plus avantage que son camarade de chez « Citroën » ou « Geneve ».

Or, nous constatons, non sans amertume que certains ouvriers se sont laissés prendre à cet odieux procédé.

Nous connaissons la honte de cette « Télémechanique » de Nanterre qui, par un procédé analogue, a su s'attacher des ouvriers au point que ceux-ci économisent sur leur salaire pour acheter des actions de la société qui les exploite.

Franc-Tireur avait su, il y a quelques mois, nous vanter les « chapmes » de cette entreprise.

Aujourd'hui il nous en présente une autre : « Les Constructions Chalonnières » :

« L'entreprise est une association réelle entre le capital et le travail. Ses revenus, une fois payés les charges fixes, servent à assurer un salaire de base aux associés du travail (les ouvriers) ; à verser à Bernier un salaire dont le montant suit les fluctuations des appointements des cadres (en fonction du rendement de l'entreprise) ; à distribuer un dividende fixe de 4 p. 100 aux associés du capital (les actionnaires) ; à verser 5 p. 100 au fond de réserve de la société. Les bénéfices restant sont alors répartis entre le capital et le travail suivant une proportion équitable et inamovible entre ces deux éléments. »

A remarquer que les pourcentages aux actionnaires et au « fond de réserve » sont chiffrés, mais qu'un « oubli » fâcheux omet de nous indiquer la « proportion équitable » répartissant les bénéfices entre capital et travail. (Ce pourcentage est sans doute calculé comme dans la charcuterie où le fameux pâté de campagne 50 p. 100

porc, 50 p. 100 alouette est issu de la combinaison : 1 cochon, 1 alouette).

Mais l'orchestration de cette danse macabre est trop parfaite, rien n'y manque :

« Avec l'aide de leur entreprise, les ouvriers ont créé une coopérative de construction — les Castors — qui leur a permis de bâtir dix maisons d'habitations individuelles en un an. »

Les anarchistes connaissent cela et ont déjà crié : Gare ! à un danger dissimulé derrière ces « communautés Castor ».

Les Jeunes Patrons craignent sans doute que des révolutionnaires tentent d'entrer dans leurs entreprises et montrent aux ouvriers la vraie face de leur exploitation, ont voulu s'entourer d'une garantie supplémentaire : avoir entre leurs mains le logement même des ouvriers et de leurs familles.

Par ce moyen, ils espèrent tuer dans l'œuf toute tentative revendicatrice des ouvriers, comptant sur le fait que ces derniers hésiteraient à perdre non plus seulement leur emploi mais aussi leur logement et celui de leur famille.

En effet, afin de rester propriétaires des logements, l'entreprise

Dans le précédent article, j'ai dit que le rapporteur n'avait pas étudié les difficultés que pouvait rencontrer l'application du projet de réforme conçu par la F.E.N. Il aurait été plus exact de dire qu'il ne les a pas négligées. Car il les a présentées sans indiquer comment elles pouvaient être aplanies. Nous ne pouvons lui en tenir rigueur : un rapporteur ne saurait parler en son nom personnel, il rend compte d'un travail collectif. Et l'étude étant arrivée au point névralgique, c'est-à-dire aux moyens propres à franchir ces obstacles, on se rend compte qu'il ne pouvait y avoir unité de vues.

pas la pensée profonde de Denux face à ces difficultés. Mais les anarchistes, eux, considèrent ces murs comme infranchissables, et ils n'envisagent alors pour passer outre que leur démolition. Il faut supprimer la guerre, il faut supprimer l'Etat, il faut supprimer l'argent (1). C'est bien vite dit. Sans doute, c'est ce que sont des conclusions. Il convient de les justifier rapidement.

Examinons donc les possibilités, même les plus absurdes.

LA GUERRE. — Tant que la guerre n'est pas, il n'est pas permis, même contre toute logique, de la considérer comme fatale. Ou alors, il n'y a plus qu'à renoncer à tout projet de mieux-être, se croiser les bras, attendre. Et alors elle devient conséquemment une absolue fatalité. Au contraire, c'est seulement lorsqu'elle devient un fait, violent, meurtrier, irrésistible, que se situe — quelle que soit l'attitude prise — le moment de renoncer à toute préoccupation immédiate de bien-être et de liberté, de remettre à une date indéter-

minée l'espoir d'accéder à un ordre humain supérieur. Denux a raison, rien à dire de plus. Sauf quelques précisions : la guerre est un mal total, il n'y a donc absolument rien à en espérer, même pas la Révolution, à moins de confondre révolution et dictature. La guerre provoque un recul des possibilités de libération des masses, diminuées physiquement, moralement, intellectuellement, peu capables de jugement sain et de réaction saine, et prêtes dans leur désarroi aux erreurs sentimentales qui conduisent à la servitude. Tous ceux qui ne sont pas aveuglés par l'esprit partisan sont d'accord là-dessus. Mais alors, si on veut la paix, il ne faut pas préparer la guerre. Et si on veut préparer la paix, qu'on détruise d'abord tous les germes de guerre, en premier lieu les capitalismes, qu'ils soient privés ou d'Etat. Qu'on prépare donc les révolutions internes.

L'ETAT. — Supposons maintenant l'impossible : la guerre écartée sine die bien que subsistent les normes actuelles des pouvoirs démocratiques ou impérialistes. Peut-on imaginer que l'Etat français, par un miracle sans précédent, et sur le désir ou la pression d'une Fédération d'éducateurs, va se pencher réellement sur le sort, sur l'avenir du peuple, au point de lui fournir les moyens d'une ascension redoutable, si redoutable qu'elle peut signer la mort à plus ou moins longue échéance du régime lui-même ?

C'est sans doute pourquoi Denux a déclaré que l'application de la Réforme de l'Enseignement suppose une réforme économique et sociale. Que ce mot réforme est commode ! Il a un sens si général, si exempt de brutalité, d'excès, à le prononcer, on a l'impression d'une articulation tournant rond, d'un rouage bien huilé, dans la machinerie de la légalité. Mais tout de même, si les mots ont un sens, une réforme scolaire de cette envergure, ce n'est plus une réforme. Par son esprit et ses conséquences, c'est une révolution, et alors son application suppose également une révolution économique et sociale, indissociable d'une révolution politique, qu'aucun parti ne peut prétendre réaliser. Car la seule révolution capable de préparer des lendemains qui chantent ne peut

Sous Croizat, la C.G.T. qualifiait l'échelle mobile « d'utopique ». Au 1^{er} Congrès de la C.G.T.-F.O., les bonzes ex-confédérés « oublièrent » sciemment d'en parler. Aujourd'hui, c'est au nom de l'échelle mobile qu'ils font débrayer leurs syndiqués.

Comme quoi, les anarchistes ont toujours raison.

JEAN MAX.

L'ÉCOLE NOUVELLE

(Suite de la 2^e page)

Le travail scolaire individuel est adapté à chaque cas. On observe en effet de fréquentes dénivellations, un tel est fort en calcul et faible en français. Il suivra donc dans les premières matières un cours moyen, dans les secondes un cours élémentaire.

On le guide dans le choix d'un travail adapté à ses facultés, un « facile » est confié entre lui et son éducateur ; il s'engage à l'exécuter au mieux. Le classement n'existe pas, c'est un principe. Comme à la salle à manger, les enfants choisissent leur place et presque toujours la conservent. C'est ainsi que naissent les groupes d'affinités. La matinée est consacrée au travail individuel l'après-midi au travail par groupe (spontanément formés, ne l'oublions pas), dont les sujets sont les sciences, l'histoire, la géographie. Pour l'étude du moyen âge, par exemple, un groupe accompagné par l'éducateur visite Notre-Dame de Cluny, prend des notes, des croquis. Toute la classe au retour est rassemblée ; on dresse un tableau avec les meilleurs dessins et les enfants conservent un souvenir durable de cette leçon, fruit d'une méthode vivante et bien adaptée à la nature enfantine.

Une des réalisations les plus étonnantes de la Bastide est l'imprimerie. Un journal, « Ohié tous ! », bi-mensuel, est tiré. Il possède 400 abonnés dont beaucoup d'étrangers. Ce journal est entièrement composé par les enfants ; il est abondamment illustré, instructif, souvent même, pour des adultes. J'y ai appris des choses sur Cuba, sur la vie des insectes que j'ignorais et qu'ignorait peut-être les éducateurs !

Voilà encore une des particularités de l'école nouvelle : le pédagogue s'instruit constamment, car les élèves posent très souvent des questions embarrassantes auxquelles on répond. Eh bien ! nous allons chercher, ensemble. C'est ainsi qu'à leur tour des hommes pénètrent dans le « pays des merveilles » et que

se tissent des liens d'amitié et de confiance entre les petits et les grands.

Une autre conséquence heureuse de ce mode de rapports est d'éviter la formation du complexe d'infériorité, fréquent chez l'enfant, et qui de nos jours se traite et se guérit assez facilement. En voici un exemple :

A la Bastide, arrive un gamin mal développé, scolairement retardé. Dans son groupe et à fortiori vis-à-vis des adultes, il éprouve une sensation d'abandon, d'isolement. Le voilà poussé à se faire remarquer ; il casse les carreaux, renverse l'encrier, barbouille ses cahiers. L'enfant terrible. Et la punition, seul remède connu, ne sert à rien. Au contraire, il a obtenu ce qu'il désire : on l'a remarqué.

On a donc commencé par l'observer, afin de détecter ce qui pourrait calmer cette turbulence anormale. Ce fut le coloriage, extrêmement vif, transposition de la tendance psychique qui rendait à l'enfant son calme. Pour compléter le « traitement », les « tableaux » furent affichés. Un autre élève était absolument incapable d'apprendre sa table de multiplication. C'était le « cancre ». Mais on remarqua que dans toutes ses compositions (sur un sujet librement choisi), il était toujours question d'un petit nègre tué par le géant, d'une petite bête dévorée par le lion. Pendant quatre mois, l'éducateur s'efforça de le convaincre que grâce à l'astuce, les petits sont parfois plus forts que les grands. Les sujets peu à peu changèrent, jusqu'à jour où enfin le « petit » réussit à vaincre. Et l'enfant put alors apprendre sa table de multiplication. Ce n'est pas une boutade, c'est rigoureusement authentique.

A NOS ABONNÉS

Pour tout changement d'adresse joindre 30 fr. en timbres-poste.

On pourrait d'ailleurs citer de nombreux cas à peu près semblables. Cela prouve que l'éducation traditionnelle qui s'impose à tous les mêmes normes, sans tenir compte des facultés, des particularités de chacun, des dénivellations, risque parfois d'accentuer les décalages et de former des esprits boiteux.

En plus de l'activité scolaire, du travail en atelier, des jeux de plein air, des clubs — idée suggérée par les éducateurs — ont été organisés par les enfants. J'ai dit, plus haut, que l'enfant aime son éducateur, car il sait que sans lui il aurait beaucoup de mal à explorer le « pays des merveilles ». Or quelque temps après la formation de ces clubs (art dramatique, marionnettes, etc...), les élèves s'aperçurent qu'il leur manquait des éléments. Que firent-ils ? Eh bien ! ils invitèrent les pédagogues. Mais, les connaissant bien, surendormirent leur choix aux spécialités, au « dada » de ceux-ci. Ainsi, trois fois semaine, il y a, il y avait hélas ! veillées agrémentées de chants, de théâtre de marionnettes.

*

Maintenant la Bastide a été dispersée. Un splendide établissement équipé pour une soixantaine d'enfants est resté inoccupé alors que tant de petits traînent dans les rues de Paris. Mais il y a plus grave : la Bastide comptait de nombreux cas sociaux, parents alcooliques, tuberculeux, habitants des taudis. Or, les enfants ont avant tout besoin de sécurité, de stabilité, et d'autant plus qu'ils ont été « choqués » psychiquement comme beaucoup de ceux qui nous intéressent, et que l'on oblige à s'adapter à de nouveaux milieux, conformes ou non, à leur tempérament.

Mais qu'importe l'enfant ! Le principal n'est-il pas de le dresser afin de fabriquer l'indispensable chair à canon ? Et qu'importe sa qualité. C'est la quantité qui compte. Pour les exécuteurs, les Lapiés, les généraux et les repopulateurs.

être que celle qui établit l'ordre politique, économique et social dans le respect de l'individu.

Non, le gouvernement français dans sa forme constitutionnelle actuelle, n'acceptera jamais un tel projet. Ou alors il l'aura modifié pour le torpiller, il l'aura transformé au bénéfice du régime en vigueur. M. Yvon Delbos en a fait la démonstration éclatante.

L'ARGENT. — Supposons encore — réelle absurdité — que le projet de la F.E.N. soit accepté sans modification. « La compréhension totale des pouvoirs publics » ira-t-elle jusqu'à sacrifier, pour une œuvre réelle de paix, des milliards consacrés à la fameuse Défense-de-la-paix-par-la-Préparation-à-la-guerre ? Nous retombons toujours dans le même cercle vicieux. Et là, le scepticisme des instituteurs est de bon aloi. Et quand bien même un régime corrompu et moribond se transfigurerait, et se lancerait délibérément dans une voie vraiment généreuse, les charges qu'il aurait à assumer pour satisfaire la condition humaine digne d'une nation moderne et civilisée, seraient tellement énormes qu'il faudrait bien des moyens financiers supplémentaires bien insuffisants. Le système monétaire capitaliste, étatique est inséparable de la loi du profit ; et profit et argent sont opposés au bien-être général...

De quelque côté qu'on se tourne, apparaît la nécessité révolutionnaire. Nous pensons donc que la Réforme de l'Enseignement n'est pas près de voir le jour par la grâce de l'Etat.

Les instituteurs ont-ils donc vainement bâti sur du sable ?... Si leur œuvre se bornait à ce plan d'organisation scolaire que j'ai présenté, elle serait en effet bien imparfaite. Il n'en est heureusement rien. L'œuvre se complète par ailleurs d'une seconde tâche, qui dans l'ordre d'urgence arrive la première. Elle est aussi la première dans l'ordre pratique puisqu'elle est déjà ébauchée. C'est par un aperçu de ce travail prioritaire que je terminerai l'examen de la Réforme de l'Enseignement.

K. DUVAL.

(1) Argent est pris ici au sens actuel du terme, il ne s'agit pas d'un moyen d'échange de produits et de services dans une société libertaire.

LES CHOMEURS DE ST-BRIEUC au préfet des Côtes-du-Nord

Monsieur le Préfet,

Les chômeurs et chômeuses de St-Brieuc et communes limitrophes réunis en assemblée générale le 19 juillet 1960,

Ont décidé de porter à votre connaissance la résolution suivante et sollicitent de votre part la transmission à M. le Ministre du Travail.

Vu que le chômage s'accroît dans notre département et l'ensemble de la France ;

Que la législation actuelle sur le chômage ne correspond pas aux besoins les plus urgents pour l'existence des sans travail, les anciens au chômage ayant, durant la première année, épuisé tout ce qu'ils pouvaient avoir comme ressource : argent, vêtements, chaussures, etc... ; que les chômeurs se trouvent dans une situation misérable. La 2^e année, ils se voient en plus, diminués de 20 % de leur indemnité qui est d'ailleurs bien minime ; la 3^e année de 30 %. Parmi ceux-ci la grande majorité sont les vieux et vieilles qui ne sont cependant pas responsables de la situation actuelle. Ces vieux sont refoulés des chantiers, usines, bureaux, etc... Ne pouvant plus trimarder, ils se trouvent condamnés à mourir lentement de misère physique et morale, la preuve en est faite. Pendant ce temps nous constatons toujours de riches retraités, cumulards, égoïstes, employés à des postes où les chômeurs pourraient l'être, ce qui réaliserait en même temps de sérieuses économies pour le trésor de l'Etat et des communes.

Que demandent donc les chômeurs pour améliorer leur sort :

- 1° du travail suivant leur âge et leur santé, ce qui leur permettrait de se procurer du pain ;
- 2° que leur maigre indemnité actuelle soit payée pendant toute la durée du chômage ;
- 3° suppression du délai de carence ;
- 4° la mise à la retraite à 60 ans avec un taux correspondant au minimum vital ;
- 5° application immédiate de la semaine de 40 heures ;
- 6° répartition du travail, pour tous les travailleurs, voire par roulement ;
- 7° suppression de tout cumulage pour ceux qui par leur retraite ou autre revenu, atteignent le minimum vital mensuel ;
- 8° institution immédiate d'un décret permettant au Directeur de la Main-d'Œuvre de pouvoir faire embaucher un chômeur à priori d'un retraité ;
- 9° d'étendre la loi sur le chômage à toutes les communes ;
- 10° de porter l'indemnité quotidienne à 250 fr. et 100 fr. par personnes à charge, et pour toutes les communes de France et colonies ;
- 11° Venir en aide aux municipalités pauvres afin que celles-ci puissent effectuer de nombreux travaux indispensables à la vie actuelle et qui permettraient d'occuper de nombreux chômeurs ;

Pour le Comité des Chômeurs :
Le secrétaire : THÉO GERVAILLIER
Ville Gervail à PLEIN (C.d.N.).